

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois... 32 fr.	Six mois... 48 fr.
Trois mois 16 fr.	Trois mois 24 fr.
Chèque postal Feraud 588-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

La vie imposée devient impossible

Les Parlementaires nous préparent un nouvel impôt. C'est le double décime. Il viendra s'ajouter au bloc des contributions directes ou indirectes, des impôts multiples qui écrasent sous son poids sans cesse accru le consommateur.

Pour entretenir la machine à gouverner dans tous ses rouages néfastes, depuis la caserne jusqu'aux prisons, en passant par les administrations parasitaires, par sa Banque et par ses Tribunaux, les hommes d'Etat ont besoin d'argent, de beaucoup d'argent.

Or, voici que l'unité monétaire de la « France victorieuse » est descendue plus bas que celle de ses alliés les moins « glorieux ». Le franc vaut à peine la lire. Le franc va rejoindre le mark et le rouble dans la crise du franc : pressurer le contribuable, lui soutirer encore un peu plus, toujours un peu plus de cette monnaie qui doit être dans les caisses de l'Etat d'autant plus nombreuse qu'elle est dépréciée.

Faire rentrer les fonds nécessaires à la pérennité de son fonctionnement parasitaire : tel est l'unique souci de l'Etat.

Et les consommateurs sont condamnés à payer des impôts, chaque jour, plus nombreux et plus forts. En réalité, sous des noms différents, les hommes qui consomment pour vivre, subissent un seul impôt. Il est monstrueux. Son nom pourrait être l'impôt sur la bêtise du consommateur ou, plus simplement encore, l'impôt sur l'Etat.

Parmi les consommateurs qui subissent l'impôt, il en est de deux genres. Les uns exploitent autrui ; les autres produisent pour autrui.

Les exploités ne s'inquiètent guère de la hausse de l'impôt. Ils savent comment y remédier. Industriels ou commerçants capitalistes, ils augmenteront en proportion le prix des produits dont ils se disent les propriétaires. Et ainsi trouveront-ils toujours leur bénéfice et leur intérêt, en se soumettant aux lois de l'Etat. Car ils savent bien que l'Etat n'est en dernier ressort que le représentant de leurs privilèges, le gardien de leur coffre-fort, le gendarme de leurs domaines et de leurs usines. Aussi les capitalistes voteront-ils toujours les impôts nouveaux avec générosité. Ce ne sont pas eux qui les paient.

Les exploités sont les éternels payeurs. Ils sont les ouvriers de la production. Ce sont eux qui tirent de la terre les fruits nécessaires à la vie. Ce sont eux qui créent les objets indispensables au bien-être. Et ils en sont spoliés par leurs patrons qui ne leur donnent, sous forme de salaire, qu'une part minime du rapport de leur production — le moins possible pour entretenir la machine à travail.

Par le fait de l'exploitation capitaliste les prolétaires paient déjà le plus inique et le plus lourd des impôts.

Mais ce n'est pas suffisant. Voici qu'intervient l'Etat. Ce protecteur naturel des possesseurs de richesses, ce soutien de l'ordre capitaliste imposera de la même façon les produits de première nécessité, qu'ils soient consommés par

les exploités ou par les exploités. Et toutes les charges indirectes seront, par conséquent, supportées tout entières par les travailleurs, uniquement par les travailleurs.

Enfin, voici le comble : ce maigre salaire qui ne correspond même pas à la somme des dépenses strictement nécessaires à l'entretien d'une famille de producteurs, l'Etat veut l'imposer directement.

Et, après cela, on nous parlera d'intérêt général. On voudra, n'est-ce pas, monsieur Jouhaux, intéresser les travailleurs au sort de la collectivité-nation. On prétendra, n'est-ce pas, Monsieur Cachin, leur demander de pousser de nouveaux politiciens à la conquête de la machine à gouverner. Comme si les producteurs pouvaient associer leur destin à celui des pilotes de l'Etat quel qu'il soit ! Comme s'ils ne trouvaient pas leur ennemi naturel dans la caste des politiciens accapareurs des biens de chacun au nom de tous, parasites législateurs, fabricants d'impôts qui affament le peuple au nom du peuple.

Non, les producteurs ne peuvent attendre de l'Etat rien d'autre que misère et massacres, disette et guerre. Pour se dégager du poids des charges publiques, l'individu n'a qu'à prendre conscience de ses besoins et de sa force. Qu'il n'espère rien que de lui-même. Qu'il se donne pour tâche unique de détruire tout ce qui se superpose à son appétit naturel et à sa volonté de création.

La machine-état n'est pas à conquérir : elle est à anéantir dans tous ses rouages. C'est elle qui conditionne, protège, garantit, défend tous les agents d'exploitation de l'homme par l'homme. C'est elle qui fait tomber sur le dos de l'individu-consommateur, de l'individu-producteur, l'avalanche des impôts qui l'accablent, l'anéantissent. L'Etat est la négation de toute vie personnelle, physiologique et morale.

Supprimons l'Etat et tout s'écroule de l'échafaudage d'iniquités sociales qui permet à la sottise, à la brutalité, à la cupidité, de régner par le monde.

Il n'y aura plus sur la terre que des fruits à cueillir par ceux qui les auront cultivés ! Il n'y aura plus pour les ouvriers qu'à organiser leur propre production. Ce sera l'Anarchie.

— Et par quoi remplacerez-vous ce que vous prétendez abattre ?

— Par rien du tout. Les individus n'ont besoin d'aucun organisme politique pour leur apprendre à se servir de leur corps et de leur cerveau pour le mieux de leurs intérêts physiologiques et intellectuels. Ce que les efforts personnels ne pourront atteindre, la solidarité animale et l'entraide réfléchie l'enseigneront tout naturellement.

A bas l'Etat et confiance en l'individu — voilà notre formule d'organisation pratique et de progrès idéaliste dans la vie.

Et que tous ceux qui ne s'y rallient pas, paient les impôts sans murmurer, subissent la vie chère sans protester et crèvent à la peine ou à la guerre sans avoir même le droit de crier « Pitié ! »

André COLOMER.

Les six francs dans la Chaussure

La maison DRESSOIR à Belleville

En raison du coût de la vie et des salaires de famine payés dans cette maison (chaussures incroyables et Payard), le personnel formulait la revendication suivante : 6 francs par jour d'indemnité de vie chère, c'est-à-dire un supplément de 3 francs, ces ouvriers ayant déjà 3 francs d'indemnité.

Ces revendications furent présentées à la direction, lundi à 2 heures.

Pour les appuyer, le personnel fit la grève des bras croisés lundi soir et une délégation du syndicat se présentait à la direction, mardi à 9 heures. Le patron, s'abritant derrière une décision du syndicat patronal, ne consentit à accorder que 1 fr. 50, somme dérisoire que les ouvriers refusèrent.

Tout le personnel des trois usines quittait en masse le travail à 11 heures et organisait une manifestation importante devant la maison Moutoux.

A 13 h. 15, les ouvriers et ouvrières se groupèrent devant les ateliers et descendirent à la Bourse du travail au cri de : les 6 francs, les 6 francs !...

Mardi après-midi, il y eut réunion de tout le personnel. L'enthousiasme et l'entente régnaient parmi ces travailleurs, qui sont bien décidés à obtenir leurs revendications pleinement justifiées.

En effet, quels sont les salaires payés dans cette maison. Nous donnons ici quelques chiffres susceptibles de détruire la légende des hauts salaires et dénonçant la rapacité des gros patrons de la chaussure toujours avides de bénéfices énormes, édifiés sur la misère des travailleurs, mais ne voulant pas les payer.

N'est-il pas honteux en effet de constater dans cette maison qu'un brocheur travaillant depuis 25 ans, gagne 130 francs par semaine pour couper 700 kilos de croupon. Un ouvrier ayant 40 ans de présence dans cette maison gagne 70 francs la semaine.

Les salaires les plus élevés pour les hommes sont de 140 à 150 francs et il en est très peu. Pour les femmes, les salaires varient entre 60 et 90 francs sans compter ceux qui sont en dessous ; on trouve encore dans cette maison, des salaires de 48 fr. 50 et 55 francs. Dans certains services le salaire de début est de 60 francs pour arriver à 102 francs au bout de 16 ans de présence à la maison.

Nous demandons aux camarades de province, où Dressoir à des succursales, de faire tout le nécessaire pour s'opposer dans leur maison à la fabrication des articles confectionnés à Paris. Nous demandons également à tous les camarades de la corporation de se pénétrer de l'importance de ce mouvement et de la répercussion que sa réussite aura sur la corporation en général.

Nous pensons que tous feront l'effort nécessaire pour le soutenir, tant moralement que pécuniairement.

Le Conseil syndical.
Le Comité de grève.

LE MOUVEMENT

Les travailleurs de la chaussure ont assez bien répondu à l'indication du syndicat, de présenter sans attendre les revendications par maison.

Des résultats positifs sont déjà obtenus dans quelques maisons. Des augmentations de salaires allant de 15 à 25 francs ont été signées par le syndicat et certains patrons. Il est bon de signaler que la maison Michaud est en grève. La totalité du personnel ne travaillera pas tant que d'autres bases de discussion n'auront pas été trouvées par le patron. Les camarades travaillant dans la chaussure de luxe et n'ayant pas obtenu satisfaction se réuniront aujourd'hui à 15 heures, à la « Bellevilloise » 23, rue Boyer (20°).

Le moral est excellent et les résultats déjà obtenus sont encourageants pour résister. Nos patrons ont de nombreuses commandes pour Pâques, tant pour la France que pour l'exportation. C'est le moment le plus favorable pour tous, pour pallier à l'augmentation des denrées.

Le Syndicat.

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN

Goldsky est innocent

A l'heure où Goldsky, faisant la grève de la faim, proteste par un geste désespéré, contre le déni de justice dont il est victime, la Ligue des Droits de l'Homme veut faire connaître au peuple de Paris l'effroyable erreur commise contre lui.

Demain soir, 15 février, à 20 h. 30

GRAND MEETING

SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
8, RUE DANTON, 8.

DANS L'ANGOISSE ! Que fait-on de Goldsky ?

Sur une nouvelle officieuse

On est venu nous dire très officieusement, hier soir, à 22 h. 30, que Goldsky s'alimentait depuis le matin après avoir obtenu satisfaction ; c'est-à-dire la promesse d'être transporté au quartier politique de Clairvaux sitôt sa guérison, et celle non moins importante que la révision de son affaire serait prochainement ordonnée.

Il se fait tard ; voici le moment de descendre notre première page et nous



LE GREVISTE DE LA FAIM

Cette photographie de Jean Goldsky a été prise, il y a trois semaines, par sa femme au cours d'une de ses visites au courageux prisonnier, alors qu'il bénéficiait encore de ce régime de droit commun amélioré dont nous avons déjà parlé.

n'avons pas confirmation de cette heureuse nouvelle.

Nous n'osons croire ce que l'on légèramment, ni vu personne de la famille Goldsky.

Nous n'osons croire à ce que l'on nous a affirmé ni le public tout de go tellement nous craignons de nous trouver dans la nécessité de le démentir en troisième page.

Voyez vite cette troisième page, les amis, et si elle dément cette nouvelle, voyez au mépris du monde civilisé le Ponce-Pilate Colrat et apprêtez-vous à répondre en masse à l'appel de la Ligue des Droits de l'Homme.

RÉPONSE À UNE CANAILLERIE OU lettre ouverte au Garde des Sceaux

Prison de la Santé, 13/2/24.

Monsieur le Ministre,

Nous avons eu connaissance d'une déclaration que fit le Directeur de la Centrale de Clairvaux à Jean Goldsky par laquelle ce Garde-Chiourme, prétendant interpréter notre pensée, disait que nous élèverions une protestation si jamais l'Administration Pénitentiaire transférerait ce détenu au quartier politique.

D'autre part, pareille affirmation fut faite à Mme Jean Goldsky par une huile de votre Ministère.

Nous tenons à manifester notre indignation contre ces méthodes, semblant être en usage dans votre Maison, qui font parler des gens sans avoir pris soin de les consulter auparavant.

D'ailleurs, sans nous consulter, vous connaissez très bien nos sentiments à cet égard. Il y a actuellement un détenu au quartier politique de la Santé prévenu « d'intelligences avec l'ennemi », un autre y était également jusqu'au début du mois, date de son transfert au quartier politique de Clairvaux. Or, nous ne sachons pas que vous ayez reçu une quelconque protestation de notre part. Au contraire, les détenus politiques ont fait plusieurs fois la grève de la faim — ce que vous ne pouvez ignorer — pour faire mettre au même régime qu'eux certains de leurs camarades poursuivis en vertu des mêmes articles de loi que Jean Goldsky.

Et non seulement nous tenons à démentir ces allégations, mais nous trouvons profondément injuste et inhumain

le long tourment que l'on fait subir à Jean Goldsky, et nous ne pourrions qu'être heureux de le voir cesser.

CHAUVIN, L'HOMME, LORÉAL, MEUNIER,
Détenus politiques.

La semaine ne peut s'écouler sans que Jeanne Morand soit libérée

Le Ministère de la Justice, qui n'a pas usé de tant de formes pour envoyer Marty auprès de sa maman en prend de toute sorte avant de libérer Jeanne Morand. Il se montre tout simplement ridicule et odieux un peu plus.

Le Quotidien est allé aux renseignements dans l'antre même et voici ce qu'il a rapporté :

« Les renseignements que nous avons obtenus hier aux ministères de l'Intérieur et de la Justice nous permettent d'affirmer que le dossier de Jeanne Morand a été préparé par l'Administration Pénitentiaire et que la commission spéciale chargée d'examiner les demandes de libération conditionnelle sera appelée mercredi ou jeudi à examiner celle de Jeanne Morand : il n'existe aucune raison de craindre une réponse défavorable.

« Cependant Jeanne Morand ayant été condamnée par un conseil de guerre, la justice militaire aura son mot à dire.

« Les conclusions de la commission spéciale devront lui être soumises. »

On peut donc être assuré que notre amie sera libérée à la fin de cette semaine, au plus tard.

Mais il ne faudrait pas que l'on tarde davantage et que l'on joue avec Jeanne Morand ce jeu cruel du chat avec la souris.

UNE SERIE NOIRE

Des ouvriers tombent, victimes du travail

Sous la rubrique : *Leurs Dividendes*, nous n'omettons pas de mentionner, chaque jour, la mort tragique des travailleurs, frappés en pleine besogne.

Aujourd'hui, nous nous voyons dans l'obligation d'élargir le cadre de cette rubrique. Dans la journée d'hier, tant en province qu'à Paris, le sang ouvrier a coulé. Jugez plutôt :

DANS PARIS

Hier matin, à dix heures, devant le numéro 15 de l'avenue Montaigne, Georges Bontemps, manœuvre, 12, rue Frédéric-Masson, a été serré par une voiture automobile contre le mur de l'immeuble où il travaillait. Transporté à l'hôpital Beaujon dans un état grave.

Edouard Malleterre, 52 ans, manœuvre, 27, avenue Marceau, à Courbevoie, travaillait dans l'immeuble sis 12, Faubourg Saint-Honoré. Vers 14 h. 30, un morceau de pierre tomba du haut du bâtiment sur le malheureux ouvrier qui, dans un état grave a été admis à Beaujon.

A 16 h. 50, 32, rue de la Bourdonnais, Toquin, 22 ans, 29, rue de Versailles à Igny, est tombé d'un échafaudage.

Fractures du crâne. A l'Hôtel-Dieu.

EN PROVINCE

Belfort, 13 février. — Hier soir, deux ouvriers revenant du travail, ont été écrasés par le train de Nancy, au passage à niveau de la rue de Cravanche.

Clermont-Ferrand, 13 février. — A Ambert, le jeune ouvrier Chevaloyre François, 18 ans, happé par une courroie de transmission est entraîné et la tête broyée.

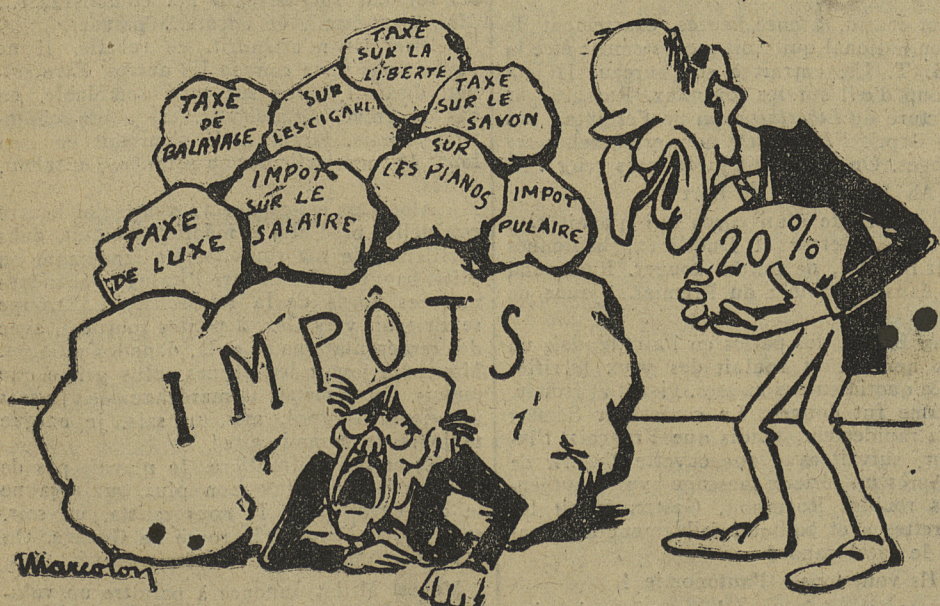
Et de six !
Tous ces manuels qui sont ainsi donnés en holocauste dans l'exercice de leur profession, quels sont leurs salaires ?

Oh ! ils ne gagnent pas lourd : juste de quoi payer leur propriétaire et ne pas mourir de faim.

Leurs patrons, les actionnaires des grosses compagnies, ne touchent pas aux mêmes guichets. Le portefeuille bourré de billets de banque de toutes sortes, ces messieurs trouvent la vie belle et restent insensibles à la nouvelle de la mort d'un de leurs salariés. Et puis, ils ne risquent pas grand chose : le seul point noir de leur existence, c'est la perspective de voir baisser les actions.

Les travailleurs, eux, ignorent ces soucis, mais ils en ont d'autres. Et ces tracas, tout le monde les connaît.

NOUS SOMMES VICTORIEUX



MASTERYNE. — Encore un impôt, veux-tu bien, vingt pour cent, ça n'engage à rien. (Air connu)

Une préface à l'escroquerie

Et la comédie continue. Après les critiques que M. Tardieu a exposées hier contre le projet des 20 0/0, il fallait s'attendre à une défense de la tentative gouvernementale.

M. de Tinguy du Pouët et Delachanal se sont efforcés, hier matin, devant une salle presque vide, de défendre le chef du Bloc National. En tant que la droite n'est pas adversaire des coups de force, elle tenta d'éviter l'intervention de M. Herriot en décidant la clôture de la discussion générale, contre laquelle s'opposèrent vainement la gauche et l'extrême-gauche.

Mais la manœuvre fut déjouée, et le maire de Lyon monta tout de même à la tribune pour y défendre un amendement de M. Vincent Auriant qui réclame la « disjonction de l'article 3 ».

Et c'est la réédition de tout ce que l'on entend depuis quelques jours, inefficacité du projet pour équilibrer le budget, augmentation de la vie, etc., etc. Bref, le tout pourrait se résoudre en quelques mots. « Si c'était moi qui étais au gouvernement ça changerait. » Bien qu'il ne le dise pas, c'est bien là la pensée de M. le député du Rhône.

Mais M. Herriot a du fond, il aime être à la tribune, et il s'élève, et comme les élections approchent, et qu'il espère bien dans la prochaine législature remplacer M. Poincaré, il prévoit que la politique des 20 0/0 obligera la Chambre à faire d'autres ouvertures de crédits à l'Etat.

Le coût de la vie va augmenter, et c'est le budget de l'Etat qui sera le plus sévèrement touché. Parce que, l'essence, le vin, le café ou les transports auront augmenté, on nous demandera des crédits additionnels, procédure grave, car elle est un moyen de lutte contre le contrôle parlementaire, bien qu'elle offre la meilleure occasion de relever les pires erreurs.

Ainsi vous aurez augmenté d'un côté les ressources de l'Etat mais de l'autre vous aurez accru ses dépenses.

Et le député du Rhône conclut : « Autant, Monsieur le Président du conseil, je trouve naturel d'augmenter les impôts directs, autant, si une parole venue de la conscience, peut avoir quelque autorité sur vous, autant je vous adjure de ne pas demander à la Chambre de voter ce double décime. »

Après une intervention de M. Nectoux la séance est levée.

Séance de l'après-midi

M. Vincent Auriant, à son tour, conteste la valeur des mesures que compte prendre le gouvernement.

« Nous disons, continue-t-il, que vos impôts vont augmenter d'une façon honteuse le prix de la vie, et M. le Ministre des finances ne peut pas le nier, puisque lui-même a soutenu le projet de l'augmentation du tarif des chemins de fer. Tout sera à l'avantage. »

Une interruption bien inopportune de M. Goutant, déclarant que ce sera une coïncidence, provoque les rires sur tous les bancs.

De plus, ajoute M. Auriant, vous affirmez vouloir faire un milliard d'économies sur l'exercice 1924. A qui allez-vous soustraire cet argent ? Non pas au ministère de l'instruction publique, ni à celui de la guerre, puisque vous avez promis de ne pas y toucher, non pas au ministère de l'hygiène. Alors, est-ce au ministère des finances ? Je ne le pense pas, puisque vous aurez besoin de tout votre personnel qui n'est pas seulement suffisant en ce moment pour liquider les affaires courantes. »

Et M. Vincent Auriant, avec une logique remarquable, nous montre, chiffres en mains, que le programme financier du comte de Lasteyrie est insupportable quant aux tils qu'il poursuit.

M. de Wendel défend les métallurgistes. M. Auriant lui envoie une lettre écrite par une grosse firme métallurgique, dont M. de Wendel est directeur, et dans laquelle un des scribes du gros magnat du fer, engage au nom de la Société, son client à payer ses achats en devises étrangères et non en francs (*Solemnities and protestations dans la Haute-Garonne*), les causes dont la baisse du franc est un effet, et tant que vous n'empêchez pas de telles spéculations, le franc sera bas, et la vie sera chère. »

Mais le fabricant de canons veut s'expliquer, et cherche, aux applaudissements des 121 millionnaires qui sont dans la salle, à excuser et à légitimer ses complices. Mais l'assemblée devient boueuse, les pupitres — qui n'ont ici d'autre utilité, que de faire du bruit — entrent en cadence, et le président a du mal à rétablir le calme, pour permettre à M. Auriant de conclure.

Il n'y a pas que l'impôt, dit en terminant l'orateur, il y a l'incidence de l'impôt, qui est parfois plus lourde que l'impôt lui-même, et il demande à la Chambre, aux applaudissements de la gauche, de ne pas suivre le gouvernement, et de ne pas voter les deux décimes.

Malheureusement, en conclusion à son long, trop long discours, le député socialiste n'a apporté aucun remède. C'est qu'il n'y en a pas. Si pourtant, il y en avait un, mais celui-là ne sera pas et pour cause, proposé par un des élus qui siègent au Palais-Bourbon. Ce serait leur fin, et ils ne le veulent à aucun prix.

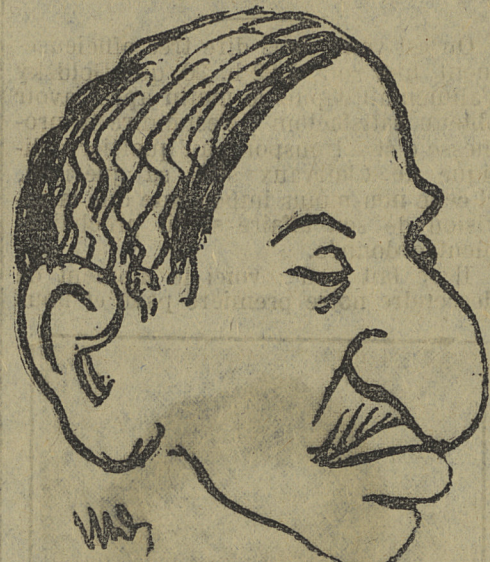
Le rapporteur de la Commission de l'escroquerie défend son maître. C'est au tour de M. Bokanowski, rapporteur de la commission des finances, à venir répondre à toutes les critiques qui ont été apportées au projet des 20 0/0 d'impôts nouveaux. Le député de la Seine n'a prononcé hier que la préface de ce que sera, cet après-midi, le discours de son chef. Avant d'affronter l'adversaire, M. de Lasteyrie a voulu savoir quel accueil sera fait à son subordonné. Il est édifié à présent. Si l'on pouvait avoir confiance en cette critique de droites, qui s'interpellent de droite à gauche, si l'intérêt de la patrie n'était pas un vaste bluff, subordonné aux intérêts de la classe, de l'industrie et de la finance, l'on pourrait affirmer que l'augmentation des impôts, et par conséquent de la vie, ne serait pas acceptée cet après-midi par la Chambre.

Mais nous n'avons que peu d'espoir; le gouvernement posera la question de confiance, et le tour sera joué; la Chambre suivra.

M. Bokanowski fut maladroite. Du reste la tâche était rude, et ce qu'il défendait était indéfendable. Contenant que le vote des impôts entraînerait fatalement une hausse du prix de la vie, il prétendit — lui — le contraire, affirmant que c'était le seul moyen d'enrayer la crise de la vie chère.

Parlant des projets proposés pour faire rendre gorge aux spéculateurs, il ajoute : « Il n'y a pas d'autres moyens. IL N'Y A AUCUN MOYEN DE FAIRE PAYER LES SPECULATEURS, ET IL N'Y A QU'UNE CHANCE SUR DIX QUE VOS PROJETS DE LOI AIENT CE POUVOIR. JE VEUX BIEN M'Y ASSOCIER, MAIS JE N'AI AUCUNE CONFIANCE EN LEUR EFFICACITE. »

Ces paroles, les seules sensées qui aient été prononcées dans cette assemblée, ont le don de déchaîner un tumulte effroyable chez les Représentants du Peuple.



M. Bokanowski

Nous le savons bien, nous autres, que M. Bokanowski et son gouvernement ne veulent pas faire payer les spéculateurs, et même le voudraient-ils, ils ne le pourraient pas. Car au jour même où il gèmerait de l'esprit d'un chef de gouvernement de scier de l'argent aux privilégiés de notre société, il n'exercerait pas le pouvoir une minute de plus. Et il en sera de même pour ses successeurs.

Mais voilà que M. Bokanowski, en voulant sauver son ministère, va le mettre à mort, en prononçant des paroles qui vont jeter le doute sur les bancs de la droite. « Le double décime n'est qu'une solution empirique », déclare le rapporteur; et devant le scandale que provoque cette déclaration, Bokanowski se sent perdu. Poincaré et de Lasteyrie, assis l'un à côté de l'autre, s'agitent sur leur banc.

Le député de la Seine tente de remonter le courant, et de sortir de la mauvaise passe où il s'est laissé entraîner, et il ajoute, dans un calme relatif : « Il ne sera efficace qu'à une condition, c'est que vous le votiez immédiatement. » Et à ces derniers mots, le tumulte reprend de plus belle.

Léon DAUDET. — C'est votre porte de sortie. Quant à moi, je ne veux pas que le Peuple français soit ruiné par vos inventions, car vos affirmations sont toutes gratuites.

Le tumulte s'apaisant, le rapporteur des finances peut conclure son exposé qui a duré deux heures, et il le fait en demandant à la Chambre de voter 20 0/0 d'impôts, afin de combattre la vie chère, et d'apaiser les souffrances du peuple.

Ce qui déchaîne une tempête de rires dans la salle et dans les tribunes. Cet après-midi, de Lasteyrie bravera lui-même ses adversaires politiques.

L'ANTIPARLEMENTAIRE

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. 30 : Sigurd.
OPERA-COMIQUE. — 20 h. : Le Pays ; Le Petit Elle ferme l'œil.

VAUDEVILLE. — Matinée et soirée : Ciboulette (Musique de Reynaldo Hahn).

TRIANON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h. 30 : Richard Cœur de Lion ; La Servante maîtresse.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE-FRANCAISE. — 20 h. : Le Tombeau sous l'Arc de Triomphe.

ODEON. — 20 h. 30 : La Mégère apprivoisée.

THEATRE CORA-LAFARGERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue, de Henry Bataille.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Les Coeurs sans pitié.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Au seuil du Royaume.

THEATRE DES ARTS. — 20 h. 45 : L'Epreuve d'honneur.

VEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — Il faut que chacun soit à sa place (première).

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — 20 h. 30 : La Volupté de l'honneur ; L'Occasion.

ALBERT-1^{er} (troupe du Canard sauvage). — 21 heures : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazot, etc. « Ce sont les pires », revu.

LE CARILLON. — A 21 h. La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. Les chansonniers Jean Rieux, de Sautter, Remington, etc., et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abesses). — A 21 h. Charles d'Avray et ses chansonniers.

Au salon des Indépendants

PREMIERE VISITE

Depuis 1884, la Société des Artistes Indépendants, groupant les peintres et sculpteurs en révolte contre les Salons officiels d'où étaient bannies toute originalité, toute hardiesse, toute vérité d'art, applique courageusement cette heureuse formule : « Ni jurys, ni récompenses. »

« Basée sur le principe de la suppression des jurys d'admission, elle a pour but de permettre à tous les artistes de présenter librement leurs œuvres au jugement du public. » Tel est l'essentiel de l'article premier de ses statuts.

Afin de mettre en pratique un si louable principe à la fois libératoire et égalitaire, le Comité des Indépendants, cette année, a décidé que les œuvres envoyées seraient classées par ordre alphabétique et groupées par nationalité.

Cela fit un moment quelque tintamarre — mais, en définitive, personne ne s'en plaint plus.

Promenons-nous dans le Salon, suivant cet ordre naturel.

Nous voici dans le grand hall d'entrée. De grands sujets de sculpture, tout de suite, nous attirent.

L'œuvre de CÉLESTIN MANALT, elle n'est pas inconnue des lecteurs du *Libertaire* et de la *Revue Anarchiste*. Voici bientôt vingt ans que notre ami André Colomer révéla dans la *Foire aux Chimères* et dans les *Pages Modernes*, sous l'égide fraternelle du grand Raffaelli qui vient de mourir, l'effort d'art de l'artisan-sculpteur.

Depuis, Célestin Manalt n'a cessé de travailler du fond de sa Catalogne, loin des mesquines compétitions, loin des arrivismes étroits, scrupuleusement, fervemment, en ouvrant d'un art par lequel il exprime son amour de la vie et ses angoisses d'idéaliste.

Voici son *Jeune Mendiant*. Comme le *Mépris* et l'*Enfant à la Source* qu'il exposait l'an passé, c'est la même souplesse nerveuse du corps d'adolescent, la même grâce animée d'une double lumière : celle qui se projette du dehors et celle qui vient du sujet lui-même.

Voici les *Suppliants*, œuvre maîtresse, chef-d'œuvre sans doute. Immenses, les corps de trois femmes : l'une massivement, au premier plan, effondrant sa tête sur ses deux poings crispés et, derrière, expressions de douleur allant au-delà de la douleur elle-même, les deux autres avec leurs têtes dé souffrances, crispées d'espoirs, illuminées d'idéal, bras tendus et front de ravages, appel sanglotant vers l'Avenir ou l'Au-delà !

C'est d'un tragique décoratif, simple et éternel.

L'envoi de SIMONE TAILLICHET provient du même souci d'animer la pierre avec ardeur. Son *Offrande d'Amour* est remarquable. Une jeune femme de chair pleinement frémissante est toute tendue, dressée, vers la lumière chère que boit avec ivresse sa face extasiée.

De G. FOUGERE, nous aimons la vie équilibrée de sa sculpture peinte dans un *Motif décoratif pour le hall d'une auberge*.

Et nous voici aux galeries de peinture.

ENTRÉE. à chaque exposition, fait des progrès extraordinaires. Déjà nous aimons le franc équilibre de ses figures largement colorées, la vivacité de ses paysages — tels ceux que nous fûmes voir au foyer de la Maison de l'Œuvre.

Ici ce sont deux œuvres remarquables que nous donne le jeune peintre.

La *Place d'Alleray*, avec ses murs dénudés et bas dans la grisaille du ciel est d'une grande finesse triste.

La *Maison Close* n'est pas seulement une des plus solides compositions picturales du Salon. Elle est aussi une belle page expressive de la Vie. Accoudées, au premier plan, deux filles. L'une, à gauche, nue, le coude sur la table nue et la figure longuement peureuse dans la main allongée. Une infinie désolation se dégage de ses traits juvénilement tourmentés.

L'autre à droite, aux gros bras de santé sur la table chargée de verres et de bouteilles, la cigarette au bec, gouailleuse, contemple cette mélancolie. Toute une moquerie charnelle émane de sa grosse figure de bonne fille.

Derrière, un couple. Avec un matelot, une fille en chemise courte et en bas, expression d'inconstance veule, la vie subie sans plus, pour de l'argent.

Entrée a réalisé, ici, une forte synthèse. Et c'est de la peinture — en outre.

LUCIENNE BARBEY nous montre un *Bar* de faubourg où l'on fait des réussites et où l'on danse. Ce n'est pas un bar d'apaches ; deux jeunes filles de la rue de Charenton ont été la rue de la Roquette attendent leurs cavaliers, dans le fond des couples glissent. C'est naïf, véridique et vivant — sans stupidité romanesque. Cela se passe vraiment en 1924. On ne pourrait en dire autant du *Bal Musette* de HENRI ANSPACH, malgré ses qualités de pittoresque (oh ! les « qualités de pittoresque ! »)

VALDO BARBEY doit aimer la Vie de tous ses yeux, de tout son cœur, avec une âme amante de bonne lumière et de tendres réalités, comme son maître Renoir. Comme le *Jardin* me plaît ! Allez-le voir ; arrêtez-vous devant ce paysage de bon repos au seuil duquel s'aiment calmement une jeune mère, un beau gosse, un chien confiant. C'est bon et reconfortant à contempler comme de la Vie heureuse.

BERGÈVE nous amène un défilé de *Car-naval*. Trois masques seulement et l'on sent derrière toute la foule hybride et chatouillante du cortège grotesque. Bergève est un magicien de fantaisie.

BERGÈVE est comme le Michel-Ange de la vie industrielle. Dans un paysage tourmenté de mécanismes, sur le fond d'une roue immense au roulis des courroies, au choc rythmique des bielles, voici un énorme ouvrier, tout en bras, ahnant de l'effort musculaire... Et contre lui toute petite, faible et semblant supporter ce géant manuel, une jeune fille... pour laquelle, sans doute, il subit tout de même son douloureux esclavage.

C'est l'Usine.

LE FAUVE ENRAGE.

(A Suivre.)

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Les élections approchent. C'est le moment, toujours choisi, pour les explosions d'honnêteté de ceux qui n'ont pas réussi à attirer à eux les gros morceaux et qui se font un honneur de leur malchance, de la même façon qu'une femme disgraciée et dédaignée, de sa vertu forcée !...

En tombant dans la mare des tripotages, le petit pavé du scandale des régions dites libérées, a tiré de leur torpeur les bataillons coraces qui s'y vautraient en sécurité et trouble, oh ! si peu, leurs digestions laborieuses.

Péniblement, les altigères de la reconstruction ont ouvert un œil glauque... qu'ils ont fixé d'un petit air ennuyé sur les tapageurs et après un bâillement qui permit de contempler le nombre imposant des dents acérées qui garnissent leurs gueules démesurées, leurs queues dangereuses eurent un frémissement. Gare à qui s'en approche. Ils sont d'ailleurs très rassurés. Les impertinents personnages qui osent ainsi attaquer les glorieux vainqueurs, les seuls qui aient gagné la guerre — avec leurs collègues de l'industrie et de la mercantile — se tiendront toujours à une distance respectueuse. Et puis que signifie tout cela ? N'est-ce pas naturel, normal, juste que quelques millions viennent rémunérer ces braves gens, ces honnêtes commerçants, ces industriels philanthropes, qui durent pendant l'occupation soit s'abaisser pour vivre à commercer avec l'envahisseur, soit occuper un appartement moins commode sous un ciel plus élément ? Pour comble, voilà que nos parlementaires ont désigné une commission d'enquête dont le président, un nommé Fougère, est parait-il le plus sinistre bavard qui soit. Ce parlementaire avisé n'a-t-il pas confié à des journalistes que sur 115 dossiers de sinistres ramenés à Paris, il s'en trouverait plus des deux tiers de majorés ? Naturellement les journalistes dont ce n'est pas la fonction d'être discrets, se sont empressés de répandre cette bonne nouvelle. Dame, si l'Etat réussissait à récupérer sur ces heureux sinistres les quelques milliards qui lui manquent, il n'y aurait peut-être pas besoin d'écraser le petit ouvrier l'employé, voire le journaliste sous le faix de nouveaux impôts ! Cela ne fit pas l'affaire des intéressés qui ont justement sur cette question un point de vue tout différent.

Ces « bavardages » sont « intolérables » puisqu'ils ont tiré dans l'Éclair qui ajoutait : « La vérité justifie demande la discrétion ».

Ce qui voudrait dire qu'il fallait à tout prix faire le silence sur les agissements des rapaces. C'est là la « vraie justice » qui l'exige. Ah ! si s'il s'était agi d'un pauvre diable qui, pour vivre, aurait détourné à l'un de ces gros mangeurs, la moindre partie de cet argent volé, c'aurait été une tout autre histoire. La « vraie justice » aurait exigé que les journaux fissent à ce malheureux une réclame, publient son portrait et que les rigueurs de la loi s'appliquassent sur lui.

Mais la palme revient à un nommé Desjardins qui exerce la même profession que M. Cachin. Vous ne savez pas comment ce représentant du peuple qualifié le fait de divulguer des rapines dont le total s'élèverait à environ 70 milliards ? Eh bien, il trouve cela tout simplement immoral. Où la morale va-t-elle se nicher !... Il y eut bien un autre député pour rétorquer que ce qui est immoral, c'est de ne pas poursuivre les voleurs des régions libérées. Je ne suis de l'avis ni de l'un ni de l'autre, sans doute par esprit de contradiction. Ce qui est immoral, ce n'est pas de voler, ni de poursuivre les voleurs, c'est tout simplement de se laisser voler. Les poursuites n'y font rien. Quand tous les exploités auront compris cela, les députés n'auront plus besoin d'user leur salive. Mais à ce moment-là il n'y aura certainement plus de députés !...

Pierre MUADES.

Mais la palme revient à un nommé Desjardins qui exerce la même profession que M. Cachin. Vous ne savez pas comment ce représentant du peuple qualifié le fait de divulguer des rapines dont le total s'élèverait à environ 70 milliards ? Eh bien, il trouve cela tout simplement immoral. Où la morale va-t-elle se nicher !... Il y eut bien un autre député pour rétorquer que ce qui est immoral, c'est de ne pas poursuivre les voleurs des régions libérées. Je ne suis de l'avis ni de l'un ni de l'autre, sans doute par esprit de contradiction. Ce qui est immoral, ce n'est pas de voler, ni de poursuivre les voleurs, c'est tout simplement de se laisser voler. Les poursuites n'y font rien. Quand tous les exploités auront compris cela, les députés n'auront plus besoin d'user leur salive. Mais à ce moment-là il n'y aura certainement plus de députés !...

Pierre MUADES.

Le sabre et les dividendes.

Cette semaine, le maréchal Pétain, du Conseil supérieur de la guerre, sera reçu à Saint-Chamond par la société des Forges et Acieries de la Marine et d'Homécourt. La réception se fera au château.

Le sabre a toujours été au service des dividendes. Constataient la une fois de plus.

Comment voulez-vous que l'armée soit neutre dans les conflits du capital et du travail ? Les Pétain et les autres ne sont-ils pas les défenseurs attitrés et obligatoires des profiteurs ?

Et les simples soldats, ouvriers avant et après l'encasement, que pensent-ils de la liaison organique entre leurs galonnés et leurs exploités ?

○○○

Une crise d'autonomie.

Hier matin, à onze heures, exactement, le Gaston national qui croit modestement être la C. G. T. U., entré à son bureau. Il jeta un coup d'œil sur les journaux. Rassuré par la lecture du *Libertaire* qui ne l'éreintait pas trop, il prit l'*Humanité* pour y chercher ses laouanges. On l'entendit jurer, puis crier : — Ah ! ce cochon de Bert !

Puis la chute d'un corps qui n'avait rien de céleste, Berrard et Dudileux, bouillonnés à leur fauteuil, ne purent bouger. Racamond vola dans le cabinet du Premier... jaune de France.

Jean Bréot, les pattes en l'air, tendait un index nerveux et roulait des yeux terrifiés vers le quotidien des masses, gisant et froissé. L'alarme fut donnée. Le confesseur Sémart monta rapidement, tandis que François, l'infirmer, suivait avec une cuvette d'esprit de saint. Après un sérieux massage avec d'authentiques roubles Romanoff, Gaston ouvrit les « mirettes » et balbutia faiblement en montrant le fatal canard : — Ils vont tous à l'autonomie !

Sémart se précipita et lut : « Les chemins de fer vont à l'autonomie ». Il s'agissait de l'administration ferroviaire du Reich. On eut toutes les peines du monde à le faire com-

prendre à Gaston qui croyait à une « nouvelle manœuvre » de Bert, Berrard et autres Chavert.

Néanmoins, par prudence, et en raison des accords circonstanciels, il fut convenu que l'*Humanité* ne parlerait plus d'autonomie.

La Vie des Lettres

NOTULES :

La *Lanterne Chinoise*, contes par Marcel Millet (Maltre, éditeur à Amiens). — J'ai déjà dit ici en plusieurs fois tout le bien que je pensais de Marcel Millet, artiste rare et homme indépendant. Peu de figures d'écrivains sont aussi sympathiques que celle du poète qui, retiré des luttes d'arrivisme et loin des « chers confrères », construit son œuvre d'une main sûre au bord de la Méditerranée.

J'ai cité bien souvent des vers de Millet. Voici aujourd'hui des proses chaudes et fleurant la Provence. Voici des contes. J'ai déjà eu le plaisir de savourer l'un d'eux : *Sixte Bouffard*, dans *La Crie*, la courageuse revue de Léon Franc. En le lisant et en lisant d'autres, j'ai évoqué le malheureux Glatigny, dont Millet parlait ces jours derniers dans la *Mouette*. La race des Glatigny ne meurt pas.

Je ne peux m'empêcher de reproduire un conte, un petit conte : *Le Déserteur*. Wullens me pardonnera d'empiéter sur son domaine. C'est Pitalague, le comédien, qui parle :

« J'étais à Bourg-en-Bresse, avec Nais, ma conjointe — qu'elle est brave ! — Elle jouait encore les ingénues à l'époque. Un soir, l'affiche annonçait *Les orphelines du Pont Notre-Dame*.

« Tu vas faire le curé », m'avait dit Nais. Et c'était vrai ! Dans cette pièce il y a saint Vincent de Paule et j'y mets de l'onction, tu peux me croire, je n'aime pas les curés. Mais j'aime l'art. Alors... sans commentaires... Passons. J'étais derrière la toile. Entre un jeune homme, un joli brin d'homme, vingtaine d'années, bonne diction, des mains soignées ; seulement ses vêtements étaient sales, son visage fatigué. Il me raconta son histoire. Ses parents venaient de mourir, un oncle l'avait chassé. Il arrivait de Lyon en droit ligne, à pied. Pas un centime. Beau coup d'appétit. Il sollicitait un emploi dans ma troupe : les *grimes* ! Il avait déjà joué dans les sociétés. Il ne demandait pas cher d'apprentement, seulement le gîte et le couvert — et l'emploi des *grimes*, il y tenait.

« Moi, n'est-ce pas, je ne suis pas un gen-darme, je n'ai pas besoin de voir des papiers. Ce récit était bizarre, un peu mou comme articulation peut-être, mais l'œil était vif, la voix bien timbrée. Et puis il avait fait, le petit... l'invitai à la soupe. Ce qu'il avait, un convive qui fait honneur à la tambouille de Nais, ça flatte toujours, quel !

« J'annonçais les débuts de M. *Maréchal*, de l'*Odéon*. Ça fait bien, ça sonne, et l'*Odéon* pour Bourg-en-Bresse, c'est encore tentant. Mon premier grime était excellent. Il improvisait les tirades — parce qu'on jouait au caneva, la belle canuche, vive la canuche, il n'y a que ça ! — Seulement « les grimes » ça me faisait peine, jeune et vaillant comme il était, ce gaillard-là. Je lui confiai les trois premiers costumes, les tristes enfin, il était fier et magnifique. Des sourcils très noirs, des barbes. On frémissait ! — Toujours il changeait « sa tête ». Moi qui aime tant jouer au naturel, ça m'étonnait. Enfin « il allait ». On s'arrangeait pour les salaires. Ce n'était pas un homme d'argent. J'appréciais le désintéressement. Les vrais artistes ne sont pas cupides.

« Un soir, Nais me rapporta certains propos : on jouait dans Bourg-en-Bresse. La maréchaussée poursuivait un déserteur ! On donnait le signalement. Est-ce que ?... Tout juste. Tu as deviné. C'était mon grime, troisième costume !

« J'interrogeai la victime ». Il m'avoua tout. Ah ! *pechère*, si tu avais entendu ça ! Sa vie de paria, un sale adjudant qui le prenait en grippe, la menace de Biribi, après un mouvement de révolte ! La prison. Le conseil. Bref, il avait fichu le camp. Il ne voulait pas réintégrer. Non, non, plutôt crever. Ni parents, ni personne. Il s'était donc sauvé, à pattes, vers la frontière. Seulement c'était loin... Alors il m'avait rencontré. Sous « le grime » il espérait se dissimuler aux recherches, et plus tard, un séjour en Suisse... qui vivra vivra...

« Je ne disais mot. J'écoutais. Nais était là, confiante. Elle essaya de le raisonner, à sa manière, à elle. La caserne, de *voir*, c'était rude, mais désertier, c'était grave. Il fallait sans doute réfléchir. On est du pauvre monde, on ne fait pas ce qu'on veut... Non, non, son parti était pris ; plutôt crever. Je le jure que c'était navrant. Moi, n'est-ce pas ? J'ai eu la veine d'être réformé, et depuis, j'ai passé l'âge, mais je devine ce que ça peut représenter, l'armée, pour un jeune petit bougre qui pense, qui veut vivre, qui aime la vie. Celui-là (il avait de l'éducation pourtant), il haïssait l'armée, la saleté de caserne, les grades et les punitions. Chacun son idée, hé ? C'est vrai qu'on avait été injuste à son égard, seulement si peu de justes régnent sur terre, à ma connaissance... Moi, peut-être... et encore... passons.

« Bref, il m'attendit, ce rebelle. Il ne voulait pas faire comme les autres. Etre soldat, disait-il, tirer sur mon semblable, en cas de grève, de guerre... ça je ne consentirai jamais, jamais... Il s'animait en parlant. Ah ! une articulation soignée. Du talent, certes.

« Alors, qu'est-ce que tu veux, j'ai bourré ma vieille pipe et j'ai médité une nuit, dans le silence de ma roulotte. Le lendemain on plait bagages. Le théâtre Pitalague abandonne les bords de la Reyssouze. La troupe se dirigeait vers Gex, à petites journées, avec des représentations ça et là, dans les villages. Mon hôte jouait les grimes, plus grime que jamais. On dépitait la maréchaussée. Je suis un vieux Guignol, moi, tu sais, je nargue toujours le commissaire !

« Et ce fut la frontière. Je n'avais pas de passe-port. Le grime non plus, mais ça ne le dérangeait pas. Il nous quitta, un soir, et prit discrètement la route de Genève. On avait des amis là-bas...

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

On parle beaucoup du discours que M. Ramsay Mac Donald vient de prononcer à Londres. Avec une extrême prudence, M. Mac Donald a dit le terrain. Ne voulant se mettre à dos ni les conservateurs ni les travaillistes, il s'est efforcé de rager entre les deux partis.

En politique intérieure, M. Mac Donald a été très prudent hier. Il a eu soin de rassurer les capitalistes. On lui avait attribué de grands projets d'expulsions. Il les a vivement démentis. Bien entendu, il n'a annoncé aucun impôt sur le capital. Le chômage a été le prétexte de revendications révolutionnaires, mais M. Mac Donald s'est bien gardé d'y faire écho. Nous continuerons prudemment nos efforts, a-t-il dit, non pas sur les secours à donner aux chômeurs, mais sur la reprise des affaires.

Le voilà bien, l'ami du peuple, le socialiste, le réformateur ! D'abord les affaires et la politique, ensuite nous nous occuperons des chômeurs qui créent de la faim ! Voilà désormais la devise du ministre travailliste, ce ministre qu'on voudrait nous faire prendre pour un ministre ouvrier !

Et le Temps, ironique de déclarer : « Après ces déclarations, on se demande comment M. Baldwin, obligé de critiquer M. Mac Donald au nom du parti conservateur, ne pourra s'empêcher pour paraître plus « bourgeois » que son contradicteur ».

Quand aux relations avec la France, M. Mac Donald, l'ami des Soviets, a déclaré textuellement : « Mon devoir est de rendre hommage à M. Poincaré, dont la collaboration la plus cordiale m'a été offerte dès le premier jour ».

Mac Donald, Poincaré, Mussolini et Moscou se chargent donc, en étroite collaboration, de relancer l'Europe, pauvre Europe !

On assassine dans le Palatinat

Des actes odieux viennent de se dérouler à Pirmasens dans le Palatinat. Voici, d'après un témoin oculaire, quelques détails sur l'attentat de Pirmasens que la population qualifie de « Vêpres palatines ».

Dès le début de la matinée, une foule nombreuse, composée presque exclusivement de bandes nationalistes armées provenant de la rive droite, s'était massée devant le bâtiment du gouvernement occupé par une quarantaine de séparatistes sous le commandement du commissaire au gouvernement, M. Schwab et réclamaient le départ des séparatistes. Ces derniers refusant énergiquement de quitter leur quartier général, la foule semblait se disperser tranquillement lorsque, vers 5 heures de l'après-midi, les assaillants se sont portés à l'assaut du bâtiment à l'aide de bombes et de grenades. Les séparatistes, qui s'étaient barricadés, se défendaient de leur mieux lorsque les bandes nationalistes, ayant arrosé le bâtiment d'essence, y ont mis le feu.

Étouffant au milieu des flammes et de la fumée, atrocement brûlés, les séparatistes ont demandé grâce et se sont rendus. Obligés de sortir l'un après l'autre du bâtiment en flammes, ils ont été odieusement massacrés à coups de hache et de couteau.

Les nationalistes ont fait preuve à leur égard d'une véritable sauvagerie et n'ont fait aucun quartier. Leur acharnement ne s'est même pas arrêté devant les cadavres qui, tailladés à coups de couteau, ont été jetés dans le brasier.

On déplore la mort de la presque totalité des séparatistes et on compte du côté de la population civile, 3 morts et 10 blessés. Il est inutile de faire ressortir toute l'ignominie de cette foule nationaliste massacrant et mutilant une quarantaine de malheureux adversaires. Certes nous n'éprouvons pas les idées des séparatistes, mais il ne saurait être question ici de divergences. Contre la barbarie sans nom des fascistes tous les hommes de cœur doivent se dresser sans distinction d'opinion. Il est à remarquer que pendant tout le

massacre ni la police allemande ni la police française ne sont intervenues, la première se contentant d'avoir encouragé les nationalistes, la seconde se contentant de contempler le spectacle en dilettante.

Le chef des séparatistes Schwab, a été grièvement blessé par les nationalistes. Au moment de tomber entre leurs mains, il a préféré se donner la mort. Il s'est suicidé en se tirant un coup de revolver dans la tête.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A-T-IL PEUR ?

Berlin, 13 février. — Les journaux signalent de différentes parties du Reich des préparatifs communistes en vue de provoquer des troubles sur tout le territoire de l'Empire. D'importantes mesures de police ont été prises.

Suivant certains journaux, l'exécution du plan communiste aurait été remise au 20 février, à l'occasion de la reprise des séances du Reichstag.

AJOURNEMENT DES NEGOCIATIONS

Mayence, 11 février. — Les négociations qui devaient avoir lieu aujourd'hui en vue de procurer à la région franco-belge des facilités de circulation directe pour ses trains à travers la zone britannique de Cologne, ont été ajournées à une date ultérieure. On a estimé qu'il convenait d'attendre que les comités d'experts qui se trouvent actuellement à Berlin aient terminé leurs travaux avant d'entreprendre ces négociations.

CONTRE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES
Berlin, 13 février. — On signale de divers points du territoire allemand, spécialement de Brunswick que le parti communiste projette pour demain de grandes manifestations pour protester contre la prolongation de la journée de huit heures. A Berlin, la police est alertée.

CHINE

VAPEUR ECHOUÉ

Hong-Kong, 11 février. — Affrété par une compagnie minière, le vapeur *Huachu*, transportant un chargement de charbon, s'est échoué près de Hong-Kong.

Un remorqueur de Hong-Kong a été envoyé à son secours. Mais, en arrivant sur les lieux le capitaine constatant que le vapeur était abandonné y a arboré le pavillon de sa compagnie. Le vapeur a été renfloué, remorqué à Kowloon et revendiqué comme prise par la Compagnie.

ITALIE

TOUJOURS POUR LA GUERRE

Rome, 13 février. — La *Gazette Officielle* publie un décret portant une augmentation de cent millions sur l'état des prévisions de dépenses du ministère de la guerre pour le budget 1923-1924.

France... Italie... tous ces pays peuvent se donner la main.

ANGLETERRE

VERS LA VICTOIRE DES DOCKERS

Londres, 13 février. — Les délégués des dockers et ceux des patrons se sont réunis aujourd'hui en conférence sous les auspices du ministre du travail. La conférence s'est ajournée à 19 h. 15, pour reprendre à 20 h. 30.

Un sentiment d'optimisme prévalait quant aux résultats des négociations. On croit que les patrons accorderont aux dockers un relèvement immédiat de salaire d'un shilling par jour et un second relèvement d'un shilling un peu plus tard.

Ce n'est que grâce à leur attitude énergique que les dockers vont obtenir satisfaction.

COLOMBIE

UN PONT SE ROMPT QUAND UN TRAIN PASSE...

Vancouver, 13 février. — Près de Chilliwack un pont établi sur la rivière Fraser s'est rompu au moment du passage du train, la locomotive et deux wagons ont été brisés. Trois employés du train ont été grièvement blessés : quinze voyageurs ont reçu des contusions.

En lisant les autres...

Mac Donald se situe

Ramsay Mac Donald a fait un grand discours qui a été plus ou moins longuement commenté par la presse.

Mac Donald a eu cette phrase : « Mon devoir est de rendre hommage à M. Poincaré. » Il n'a fait que répéter les paroles de ses prédécesseurs. Ce « farouche » travailliste n'est qu'un politicien qui se complait dans son fromage et ne voudrait pour rien au monde compromettre sa situation de « Premier ».

M. Jacques Marsillac résume ainsi ses impressions dans le *Journal* :

M. Ramsay Macdonald vient de prononcer son premier discours de chef de gouvernement. Pendant une heure trois quarts, ce qui est long, étant données les usages anglais, il a passé en revue toutes les grandes questions en cours, dans un langage dont la facilité et la clarté laissent apparaître mieux encore qu'il n'avait aucune solution nouvelle à proposer. Aussi, la sympathie avec laquelle on l'écoutait glissait peu à peu vite en une sorte d'indifférence polie. Peut-être parce qu'il avait cherché à ne froisser personne. M. Macdonald ne plait à personne et, si l'en juge par les conversations de couloir, le sentiment qui domine chez tous ceux, adversaires ou amis, qui l'entendent, est un sentiment de déception. On attendait autre chose.

Qu'en disent les communistes qui prônaient si fort le « travailliste » Mac Donald ?

Tiens ! Tiens !

Le Peuple annonce la nouvelle suivante :

En vertu d'un édit royal de 1778, M. Raymond Colrat, journaliste, a été expulsé ce matin de Tunis pour attaques violentes contre le gouvernement du protectorat.

M. Raymond Colrat est le frère du ministre de la Justice.

Cette expulsion provoque de nombreux commentaires.

Tiens ! Tiens !

Que pense M. Colrat de l'expulsion de son frère ?

Révasseurs !

Dans l'*Ere Nouvelle*, M. Victor Basch écrit :

Pour nous, nous apercevons un quatrième parti, le seul qui soit à la taille de la haute personnalité morale que demeure, malgré tout, la France, à la taille de son grand passé révolutionnaire et démocratique : c'est de ne pas permettre à l'Angleterre de la précéder dans la voie qu'elle vient d'ouvrir : c'est de s'y élancer à son tour, de toute la fougue retrouvée de son génie : c'est de reprendre conscience de son rôle de semeuse d'idéal : c'est de saisir d'une main ferme le drapeau de l'entente internationale, et de devenir, elle aussi, elle sur tout, la prophétie inspirée, la réalisatrice passionnée de la paix européenne.

On se demande comment après tout ce qui se passe M. Victor Basch peut encore nourrir de semblables illusions ! Ne voit-il pas la politique de guerre que l'Angleterre poursuit seulement dans ses colonies ? Comment, guerrière et impérialiste chez elle, pourrait-elle devenir génératrice de paix au dehors ?

Quant à la France...

S'indigner ? Pourquoi ?

Léon Daudet continue à nous insulter dans l'*Action Française* et nous montre que son vocabulaire est plutôt restreint. Ça a été « l'horrible couple des Colomes » après « l'effroyable Vidal » et le foudre de la rue de Rome se répète avec enthousiasme.

Hier il prétend encore démontrer que le *Libertaire* est une annexe de la *Sûreté Générale* et revient sur « le hideux petit indicateur Vidal » ! Certes de pareilles infamies font mal au cœur lorsque l'on sait toutes les privations que s'imposent les anarchistes pour faire vivre leur journal, lorsque l'on sait toute la prison qu'ils ont faite pour lutter contre les impérialistes déchaînés.

Mais dans le fond, pourquoi s'indigner ? Le cas de Daudet, relève uniquement de l'asile d'aliénés et c'est perdre son temps que s'arrêter à de pareilles saletés.

Nous avons autre chose à faire.

Ils ont soif de sang !

L'*Eclair* reprend quelques passages de la presse nationaliste d'outre-Rhin :

On peut lire dans le « Königsberg Volkszeitung » : « En Prusse Orientale, nous avons

déjà la cavalerie, elle est fournie par les Reiterverine. Lorsque nous aurons l'infanterie, l'armée à utiliser contre l'ennemi sera complète. »

Jusqu'aux partis avancés qui, naguère, soutenaient nos missions de contrôle, qui groupaient actuellement leurs adhérents dans des associations militaires (« Bund Republikanische Trunkkämpfer »).

Les sociétés de tir, munies de l'arme de petit calibre, se multiplient. Toujours en Prusse Orientale, le « Königsberg Allgemeine Zeitung » écrit :

« Le sport du tir avec l'arme de petit calibre a pris un heureux développement. Le principe : « Exerce ton œil et ton bras pour servir la patrie » n'est donc pas perdu de vue et l'on a pu créer une association qui englobe toute la province. »

Et l'*Eclair*, sous la signature de M. Le Provost de Launay pose cette question : « M. Poincaré peut-il tenir ce langage ?... L'armée allemande est prête, et la nôtre ?... »

Ainsi, à tous ces gens-là, cinq ans de tuerie n'ont pas suffi. Il faut une prochaine dernière guerre.

« Des canons !... Des munitions !... »

Et du sang sur tout, beaucoup de sang. La mère patrie a soif.

Pour dimanche

Le groupe du 20^e organise à 14 h. 30, salle de l'Egghaire, 17 rue de Sambre-et-Meuse, une

MATINÉE ARTISTIQUE

au profit de la propagande.

Le groupe théâtral interprétera le « Cultivateur de Chicago ».

DERNIERE HEURE

Avant obtenu satisfaction Goldsky cesse la grève de la faim

On sait que Jean Goldsky faisait la grève de la faim depuis douze jours pour protester contre les lenteurs apportées à la révision de son procès.

A la suite d'une demande d'interpellation de M. Ernest Lafont, le ministre de la Justice a fait à la tribune de la Chambre la déclaration suivante : « J'ai constitué au ministère de la Justice une commission, non pas pour me décharger de ma responsabilité, comme l'a écrit Goldsky, non pas pour me cacher derrière cette commission, mais pour être renseigné par elle. En ce qui concerne Goldsky, j'ai des éléments de décision personnelle avant quinze jours. A ce moment, le statutaire en vertu de l'article 20 de la loi de 1921, je vous donne l'assurance que je n'essaierai pas de renoncer à la faculté que me donne cet article 20 (Très bien ! Très bien !) ».

Mme Goldsky, d'autre part, a été mandée au ministère où il lui a été formellement déclaré que Goldsky aurait satisfaction sous quelques jours. En conséquence, Mme Goldsky a envoyé à son mari le télégramme suivant : « Viens d'être convoquée direction affaires criminelles. On m'assure que la commission transmettra dossier la semaine prochaine. Je te supplie instamment de cesser la grève de la faim et de te laisser soigner. L'assurance donnée est formelle : transmission dossier aura lieu dans quelques jours. Très tendrement tienne. »

De leur côté, MM. les sénateurs Philip et Héry, M. Ernest Lafont, député, la Ligue des Droits de l'Homme, ainsi que l'ancien défenseur de Goldsky, M. Pierre Loexal, lui télégraphient dans le même sens.

Goldsky a pu répondre par la dépêche suivante :

« Troyes, 14 h. 30. — En raison de déclarations formelles président commission et instructions nouvelles semblant prescrire honnêtement régime politique, accepte suspension protestation qu'il a recommencer si nous heurtions de nouveau à déloyauté. Remerciez chaleureusement tous ceux qui démontrent intérêt. Sans profondément touché tant de manifestations sympathiques. — Jean ».

Nous pouvons ajouter que les mesures de rigueur multipliées ces jours derniers à l'égard de Goldsky ont encore été maintenues aujourd'hui. Goldsky a déclaré que, si elles ne cessent pas comme on l'a promis, il recommencera la grève de la faim.

— Cherchez ! Vous trouverez quelque ordre de trahison !

— Une lettre du préfet ! dit une voix.

— Et une carte d'agent ! dit une autre.

Cortez avait pris les deux poignets de Victor dans ses mains.

— Toi ! toi ! dit-il en l'enveloppant d'un regard d'amour.

— A mort, le mouchard ! A mort ! criaient les hommes.

Cortez se dégagea, et les regardant en face :

— Un mouchard, moi ! Je vais vous apprendre comment ça meurt, un mouchard !

Les tambours battaient la charge, annonçant l'approche des soldats.

— Place !

En deux bonds, il escalada la barricade, et, sautant, de l'autre côté :

Vive la République ! cria-t-il en se promenant de long en large et en agitant son chapeau.

Les soldats tirèrent sur lui. Il resta debout.

Vive la République ! cria-t-il encore.

Une seconde décharge le coucha sur le pavé.

Le feu de la barricade répondit à celui des soldats. En même temps, le canon retentit dans toutes les directions, et toutes les barricades furent attaquées, à la fois. Les boulets fracassaient les pièces de bois, dispersaient les pavés. Les obus tombaient sur la place. Le combat fut court.

Les soldats arrivaient en foule, exaspérés par cette lutte de trois jours, décidés à en finir. Leur masse débordait de tous côtés. Lagrange ordonna la retraite. Ce qui restait de républicains le suivit dans l'église, dont les portes furent fermées.

— Par la sacristie ! dit une voix.

Tout le monde se rua vers le fond de

A TRAVERS LE PAYS

Une grève qui prend de l'extension

Saint-Etienne, 13 février. — Quatre cent cinquante nouveaux ouvriers d'une usine métallurgique de Saint-Etienne se sont joints aujourd'hui aux trois cents ouvriers de la même usine qui avaient cessé le travail. Les sept cents ouvriers chômeurs ont tenu cet après-midi une réunion à la Bourse du Travail.

Les patrons n'ont plus qu'à bien se tenir.

Qu'ils se rappellent que l'hiver fait la force !

UNE FACHEUSE MEPRISE

Perpignan, 13 février. — A Rie, arrondissement de Perpignan, M. Pierre Royard, 85 ans, s'étant rendu dans une propriété, trouva une armoire dans une excavation formée par un arbre. Croyant qu'il s'agissait de vin, il but le contenu du récipient, mais celui-ci contenait du lysol corrodant puisant.

Le vieillard a expiré dans d'atroces souffrances.

LES REPOPULATEURS SE VENGEANT...

Nancy, 12 février. — Un médecin de Longuyon est arrêté sous l'accusation d'avoir tenté, il y a quelques jours, de pourchasser pour le même motif avant la guerre.

LES LOYERS CHÈRES

Montpellier, 12 février. — La commission paritaire des loyers qui vient de se réunir à Montpellier, a fixé comme prix type, pour la majoration des loyers sur les prix de 1914, une augmentation de 69 à 89 %.

IL VOULAIT FAIRE, LUI AUSSI...

« SON PETIT PROTECTOR DE GUERRE, 1

Amiens, 13 février. — La police mobile, pourchassant ses bandes, concernant les républicains des milieux sur les champs de bataille de la région de Peronne, a établi la culpabilité d'un individu de Beaumont-Hamel, qui contenait les métaux récupérés par les nombreux ouvriers étrangers pour le compte de gros marchands ; ceux-ci venaient les charger nuitamment sur des camionnettes automobiles, et emportaient ainsi plusieurs milliers de kilos de cuivre et de nickel.

L'exemple vient de haut. Ce monsieur voulait s'enrichir, il voulait faire comme « les copains ».

Il n'est donc ni plus ni moins coupable que les autres qui, aujourd'hui, à l'abri des lois, se prélassent en songeant à cette bonne petite « guerre » qui leur a tant rapporté.

NE MONTÉZ PAS EN MARCHÉ, MESDAMES !

Hier soir, vers 17 h. 30, rue de Dunkerque, devant 18 bis, Mme Van Burchen, 34 ans, demeurant place des 4 Chemins à Lillers en la pied gauche coupé en glissant sous un tramway.

Elle avait voulu le prendre en marche !

Pour faire plaisir à Daudet

Val-l'Or, 13 février.

tous nos militants provinciaux ?

ANTIGNAC A L'INSTRUCTION

Perpignan, 13 février. — A Prats-de-Mollo, Convocations hebdomadaires ou bi-hebdomadaires de Georges Vidal, de Marcelle Weill, Ca ne suffit pas. Voici le comble :

Notre vieux camarade Antoine Antignac, le militant bordelais bien connu, un des fondateurs de notre *Libertaire*, vient d'être dérangé de ses occupations pour être entendu par M. Barnaud sur l'affaire Philippe Daudet.

Antignac n'est ni un ranche ni un homme d'affaires dans le genre de Plotter ou de Chassinoux. Il gagne sa vie comme ouvrier. Il pète, à la suite de ce stupide dérangement, avoir des ennemis dans la maison où il travaille, perdre sa place, échouer. Et il est à un âge où il n'est pas très facile de trouver un emploi.

Antignac a été convaincu sur dénonciation d'un « mouchard » qui prétend l'avoir vu dans le *Libertaire* au moment de la visite de Philippe Daudet.

Orléans camarade Antignac n'a pas quitté Bordeaux depuis le dernier congrès anarchiste.

Quand cessera ce petit jeu qui consiste à embêter nos militants pour faire plaisir à la canaille de la rue de Rome ?

(58) Feuilleton du *Libertaire* 14-2-24

Le Drapeau Noir

par Tony REVILLON

DEUXIEME PARTIE

Mourir en combattant

LES CORDELIERS

La place des Cordeliers, dominée par l'église Saint-Bonaventure, se présentait sous l'aspect d'un grand carrefour allongé auquel on arrivait par des rues étroites et des voûtes noires. Les rez-de-chaussées de ses vieilles maisons basses étaient pour la plupart occupés par des auberges où logeaient les paysans du Dauphiné et de la Bresse qui venaient au marché. Les remises n'étaient pas assez grandes pour contenir toutes leurs charrettes, dont une partie restait en plein air. Autour de la colonne du *Méridien*, à gauche de l'entrée de l'église, les revendications s'abritaient sous de vastes parapluies. Un magasin de cotonnades, avec ses pièces empilées dans l'enfoncement de la devanture, complétait la physionomie de ce coin de faubourg situé en pleine cité.

L'insurrection, vaincue partout, avait établi la son dernier quartier.

Dans l'église assombrie par la hauteur des voûtes, l'épaisseur des piliers, la couleur des boiseries et des marbres, deux chirurgiens soignaient les blessés. Les prêtres avaient quitté la cure voisine pour apporter des consolations aux mourants. Deux femmes aidaient au service de l'ambulance. L'une d'elles était une ouvrière de la rue de la Blancherie, à côté de l'église. L'autre, une enfant de seize ans, avait bravé mille périls pour arriver par le quai de la Saône et les rues du centre jusqu'aux Cordeliers. Elle venait des côtes. Un groupe d'hommes, à quelque distance des blessés, faisait des cartouches et fondait des balles. La veille, les batteries des Broteaux avaient tiré sur la tour de Saint-Bonaventure pour arrêter la sonnerie du tocsin. Les prêtres, tremblant pour leur église et pour les blessés, avaient supplié les sonneurs de quitter la tour ; et le tocsin s'était tu, sans que les boulets cessassent de battre l'église. Les pierres roulaient avec fracas du clocher sur la toiture. Les vitraux brisés éclataient sur le pavé des chapelles. La porte de la sacristie, ouverte sur la rue Champier, permettait d'entrer par derrière dans l'église, en même temps qu'elle assurait la retraite des insurgés lorsque les abords de la place seraient forcés par les soldats.

Au dehors il neigeait. Le bord des toits et le sommet des barricades dessinaient des lignes blanches, tandis que le sol détrempé se délayait en boue noire. Une brume sale enveloppait tout. Un jeune homme héroïque, Lagrange, commandait aux Cordeliers. Il avait soixante républicains sous ses ordres et contre lui la moitié de l'armée de Lyon.

Ce matin, les dragons du général Dejean

avaient tourné les dernières barricades de la Guillotière, tué ou fait prisonniers les ouvriers qui les défendaient. A cette heure, à Vaise, les fantassins du général Fleury, irrités par la perte de trois de leurs tués à l'entrée du faubourg, attestaient par un massacre leur victoire. Quarante-sept victimes tombaient sous les balonnettes et les balles. La moitié avait pris part à l'insurrection. Les autres étaient des vieillards des femmes et des enfants. Un sort pareil menaçait les défenseurs des Cordeliers. Aucun d'entre eux cependant ne songeait à fuir. Pénchés sur les barricades à l'entrée des rues, ils s'apprêtaient à recevoir à coups de fusil les soldats lorsque ces derniers donneraient l'assaut.

Par la rue Champier, un homme, les vêtements détrempés, couvert de sang, entra dans l'église. Il tenait un fusil à la main.

— Ma dernière cartouche, camarades ? dit-il aux ouvriers.

Lorsqu'il eut chargé son fusil, il descendit les marches qui conduisaient à la place. Au même moment, la sentinelle de la barricade à l'entrée de la rue Grenette signalait l'approche de l'ennemi. Il courut de ce côté.

— Attendez-moi, mes amis ! Je viens mourir avec vous !

Un des défenseurs de la barricade se retourna en entendant cette voix.

— Victor ! s'écria le nouveau venu.

— Cortez ! Ah ! misérable !

Le jeune homme l'avait pris à la gorge. Il appelait ses compagnons :

— Venez ! Venez ! Vous voyez bien cet homme ! C'est un espion, un traître ! Il m'a fait arrêter il y a deux jours à la caserne du Bon-Pasteur !

Victor ouvrit violemment le vêtement de Cortez. Il en tira un portefeuille qui jeta à ses amis.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Maréchaux de la Seine. — Le mouvement des maréchaux-ferrants se continue sans défaillance. A la réunion d'hier, les grévistes ont été unanimes dans leurs revendications.

Aujourd'hui, pointage des cartes à 14 heures et réunion à 15 heures à la Bourse du travail.

Baleiniers de Paris. — Les grévistes ont entendu hier matin une causerie de la camarade Gergette Bouillot, les encourageant à persister dans leur lutte afin d'obtenir 3 francs d'augmentation pour 8 heures de travail.

Réunion ce matin, à 9 h. 30, à la Bourse du travail.

Papeteriers de Paris. — Après 48 heures de grève, les ouvriers de la fabrique de sacs en papier Morquin ont obtenu une augmentation de 8 %.

Bâtiment de la Seine. — L'entrepreneur de travaux publics Quéhan, après un court mouvement des ouvriers de son chantier, avenue Daumesnil, leur a accordé 0 fr. 25 d'augmentation horaire.

Mouleurs-mosaïstes de Paris. — Des camarades sont restés sceptiques devant les extraits de contrat parus hier. Nous tenons à la disposition de tous la copie de ce contrat et l'original lui-même.

La solution du mouvement est imminente. Que les camarades restent en constante liaison avec le bureau. Que ceux qui travaillent ailleurs et se sont volontairement imposés une contribution de grève s'en acquittent au plus tôt pour permettre à leurs copains moins favorisés de tenir le coup jusqu'à satisfaction.

L'appui des syndicats ouvriers s'est affirmé efficace. Aussi nous sommes mieux armés que jamais pour faire triompher notre bon droit.

Produits chimiques de la région parisienne. — La grève des pétroles Jupiter continue à Juvigny et à Pantin.

A Colombes, les grévistes de la société Lille-Bonnières maintiennent leur revendication journalière de 6 francs.

Métaux de Levallois. — Les ouvriers de la maison Repousseau, fabrique d'amortisseurs, sont en grève pour une augmentation journalière de 6 francs.

Manufacture de Beauvais. — Les 150 ouvriers et ouvrières des ateliers de tissage sont en lutte pour une augmentation de salaires.

Diamantaires de l'Ain. — Après quelques jours de grève, les ouvriers diamantaires de Nantua, Châtillon et Saint-Germain, ont obtenu, comme leurs camarades de Saint-Claude, une augmentation de 20 %, avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier.

Ce double-décime est plus avantageux que celui proposé par Poincaré.

Métaux de Saint-Etienne. — Les 300 ouvriers de l'usine Automoto sont en grève pour protester contre le renvoi d'un contremaître qui ne voulait pas se transformer en garde-chiourne.

Métaux de Douarnenez. — Le travail a été repris avec une augmentation horaire de 35 centimes.

Produits chimiques de Brest. — Les ouvriers de l'usine Saint-Marc sont en lutte pour un relèvement de salaires.

Cimentiers de Couvrot (Marne). — Les cimentiers de Couvrot et Villers ont cessé le travail pour réclamer une augmentation.

Textile de Rouchamp (Haute-Saône). — Les 400 ouvrières et ouvriers de la filature et tissage Mura se sont mis en grève. Ils réclament des salaires mieux en rapport avec le coût de la vie.

Textile de Valence. — La grève de l'usine Allègre (soie artificielle) continue avec entrain, malgré l'intransigence patronale. Une grande manifestation a eu lieu à travers les rues de la ville, devant la police mobilisée.

Les revendications

Pâtisseries de Paris. — Réunis en grand nombre à la Bourse, les ouvriers pâtisseries ont décidé de présenter les revendications suivantes : augmentation des salaires, journée de 8 heures, repos hebdomadaire collectif.

Linotypistes parisiens. — Le syndicat patronal de la presse parisienne fit une réponse dilatoire au syndicat ouvrier. Par contre, les directeurs de journaux acceptèrent les revendications.

Aux tailleurs de pierre

De toutes parts la Minorité s'organise sérieusement, les exploités entendent défendre ce qui leur appartient : « Le Syndicalisme », organisation de défense et d'attaque qui n'a rien de commun avec les charlatans de la politique. Seuls encore les travailleurs de la pierre n'ont rien fait pour s'organiser.

Ne croyez-vous pas, camarades, qu'il serait temps d'y penser, ne croyez-vous pas qu'il soit de toute urgence que la Minorité s'organise aussi dans notre corporation ?

Pensez-y, vous avez la parole, mais faites vite.

Cet appel s'adresse aux tailleurs de pierre, ravauteurs et granitiers.

G. COURTINAT.

Alerte à Saint-Maur

Le C. I. de Saint-Maur, après avoir réuni toutes les sections des organisations d'Avant-Garde, a résolu d'empêcher la vente du camarade Doduit, du syndicat du Bijou, et des Locataires. Cette vente doit avoir lieu le 22 février. Le C. I. convie tous les exploités à assister au meeting qui se tiendra Salle Dronet, 2 place du Théâtre d'Adamville, demain 15 février à 20 h. 30.

Appel est fait aux camarades des alentours.

Le Bâtiment de Saint-Quentin contre les politiciens

Le Syndicat du bâtiment de Saint-Quentin, douloureusement ému par les incidents tragiques qui se sont déroulés au meeting de la Maison des Syndicats de la Seine, réprovoque énergiquement les criminels qui ont fait couler le sang des travailleurs, envoi son salut aux victimes et à leurs familles.

Emet le vœu qu'à l'avenir les réunions des groupements extérieurs n'aient plus lieu dans les locaux des organisations syndicales. Ces locaux doivent servir aux réunions qui unissent les travailleurs et non point aux réunions susceptibles de les diviser.

Le Syndicat espère qu'il sera mis un terme aux luttes fratricides et que tous les syndicats vont s'employer à refaire l'Unité indispensable sur le terrain syndical.

Le secrétaire, L. BLANC.

L'Humanité a bien annoncé avoir reçu cette protestation, mais s'est bien gardée de l'insérer, et pour cause.

Mise en garde

La Bourse du Travail de Saint-Etienne met en garde les diverses organisations contre les agissements d'un escroc de nationalité italienne qui se prétend victime du régime fasciste, et n'est qu'un individu néfaste abusant de la solidarité ouvrière.

Il se nomme Pisano Ubaldo, né en Sardaigne. Il est petit, âgé de 27 ans environ, et se présente dans les organisations muni de la carte confédérale délivrée pour 1924 par le Syndicat des Métaux de Saint-Etienne, ainsi que d'une carte de la Minorité Syndicaliste du groupe de Saint-Etienne, et parle difficilement la langue française.

Nous espérons que les organisations prendront bonne note de cette mise en garde, et que ce triste individu ne fera pas de nouvelles dupes.

Le Secrétaire, L. MAHISTRE.

Même avis nous a été envoyé par l'Union locale de Grenoble.

La "Bataille Syndicaliste"

Assemblée générale des amis de la B. S. le dimanche 17 février 1924, à 9 h. 30 du matin, 8, avenue Mathurin-Moreau.

ORDRE DU JOUR :

1^o Les propositions de la commission de gestion de la B. S. ;
2^o Compte rendu financier ;
3^o La propagande pour la diffusion de la B. S. ;
4^o Vote des statuts du Cercle des Amis de la B. S. ;
5^o La campagne pour l'Unité, et sur quel le base.

Tous les amis qui désirent que la B. S. reste l'organe du Syndicalisme révolutionnaire, indépendant des partis et des sectes, doivent se faire un devoir d'assister à la réunion.

Le Gérant :

G. COURTINAT.

A LA "FAMILLE NOUVELLE"

Les communistes sont encore battus

L'article XI du règlement intérieur de la "Famille Nouvelle" fixe les attributions du Cercle qui est l'assemblée mensuelle officielle de la société. Il s'occupe de tout ce qui intéresse la société, et exerce un contrôle moral. Sur les onze membres de la commission exécutive six sont désignés par le Cercle, deux par le conseil d'administration, un par la commission de contrôle, en font partie de droit l'administrateur et le propagandiste. Pour l'affermir le rôle du Cercle un délégué spécial qui devient le secrétaire de la C. E. est désigné par le Cercle.

On le voit, le Cercle c'est le grand conseil après l'assemblée générale. C'est lui qui est chargé de donner les directives à la C. E. dont la majorité est désignée par lui.

Depuis un moment il y a conflit entre le Cercle et la C. E. à propos de tendances. En novembre 1923, le Cercle décidait, suivant la tradition, de renouveler ou de prendre des abonnements à différents journaux d'avant-garde, comme l'Humanité, la V. O., le Libertaire, l'Egalité, la Bataille Syndicaliste.

La C. E. appliquait cette décision aux seuls organes bolchevistes. En décembre, le Cercle invitait expressément la C. E. à respecter le vote de novembre, c'est-à-dire à envoyer les abonnements au Libertaire, à l'Egalité et à la B. S. La C. E. n'en fit rien.

En janvier, la C. E., expression du Cercle, supprime la réunion du Cercle, sous prétexte des incidents de la rue Grange-aux-Belles.

Mardi dernier 12 février, après une longue discussion, le Cercle adoptait une motion Verrier, amendée par Decran, en opposition à une autre de la C. E.

La motion Verrier-Decran, votée par 58 voix contre 52, confirmait les votes précédents, enjoignant à la C. E. de prendre les abonnements aux trois journaux républicains.

Immédiatement, une pétition fut signée par la majorité du Cercle, pour réclamer une assemblée générale extraordinaire afin de mettre fin aux prétentions dictatoriales et antistatutaires des sectaires et des aveugles qui ont introduit la politique et la division dans une coopérative unie et prospère jusque-là.

D'ailleurs, il y a des communistes sincères et des sympathisants qui en ont assez de suivre des gens comme Henrich et Guillon, qui mènent la "Famille Nouvelle" à la ruine, et qui cachent leurs intérêts personnels derrière une idéologie aussi fausse que changeante.

LE CHARRON.

Le Parti communiste fonde ses syndicats

Nous tenons à déclarer qu'il faut rester fidèles à nos organisations.

NICOLAS Georges (février 1924).

Les communistes, renonçant à conquérir le Syndicat unique du bâtiment de la Seine, fondent des syndicats de métiers. C'est ainsi que les charpentiers en bois qui, au préalable, avaient pris soin de détruire les principales archives de cette section, déclarent former un syndicat en dehors du S.U.B., parce que le bureau national a refusé de remettre un collecteur à Toulouse, ce dernier ayant manqué à ses promesses à propos des registres.

La maçonnerie-pierre vote, par 53 voix contre 50 (il y a 1,830 syndiqués à cette section) la création d'un syndicat à la demande de Nicolas qui oubliait ce qu'il venait d'écrire dans le T. I. du B.

Le S.U.B. se refuse à reconnaître de telles décisions contraires à toutes les décisions sur les syndicats d'industrie, il dénoncera cette scission au moment où la Fédération du bâtiment lente de réaliser l'Unité des travailleurs de notre industrie ; et d'ores et déjà, le bureau indique à tous les syndiqués, aux ouvriers du bâtiment et aux organisations centrales que les sections des charpentiers en bois et de la maçonnerie-pierre sont toujours au sein du S.U.B. qui continue comme par le passé, parallèlement à son action revendicatrice et sociale, à défendre de toutes ses forces le Syndicalisme révolutionnaire indépendant de toute chapelle, en dehors de toute emprise et puisque les agents d'un parti politique le quittent il n'en sera que plus à l'aise pour continuer en l'augmentant la lutte contre toutes les formes de l'oppression, il pourra grouper tous les travailleurs que la politique chasse des syndicats.

Le bureau constate avec satisfaction que l'ensemble des sections a approuvé le conseil et l'A. G. du 27 janvier qui avait situé le syndicat à une formidable majorité. Il met en garde les organisations centraux qui pourraient accueillir ces nouvelles organisations, ce qui serait ainsi méconnaître le S.U.B.

Le Bureau.

P. S. — A noter que les charpentiers en bois, en cassant leur section, disent s'opposer ainsi à la désagrégation du mouvement syndical.

A noter également que Nicolas prétend (et il le reconnaît qu'il avait tort) que nous voulons instituer une confédération adhérente à l'A.I.T.

A titre d'information, nous indiquons ci-dessous une des manières de remplacer la liaison organique, chère à Moscou.

Liste des fonctionnaires syndicaux, membres du Comité directeur du parti communiste :

Brout, secrétaire de l'U. D. de Seine-et-Oise, de la C. E. confédérale ; Cordier, secrétaire des coiffeurs de la Seine ; Jacob, secrétaire de la Fédération du textile, de la C. E. conf. ; Lucie Gallard, secrétaire de la Commission confédérale féminine ; Garry, secrétaire des travailleurs de la viande (Seine) ; Gourdeaux de la C. E. conf. ; Sémard, secrétaire de la Fédération des cheminots, de la C. E. conf. ; Soudeille, secrétaire des employés de Lyon ; Thorez, secrétaire d'une section du syndicat départemental des mineurs du Pas-de-Calais ; Delagrède, ex-secrétaire de la Fédération des métaux, conseiller prud'homme ; Dupillet, membre de la C. E. conf. ; Godefré, secrétaire adjoint de la Fédération du Livre.

Et pour finir ceux qui sont au Conseil d'administration, ceux-ci comme les précédents élus par le tout récent conseil de Lyon :

Demusois, secrétaire adjoint de la Fédération des cheminots ; Raynaud Henri, secrétaire de l'U. D. de la Seine ; Poussel, secrétaire de la Fédération des métaux, de la C. E. confédérale.

MISE A L'INDEX

Aux travailleurs de la pierre

Nous avons toujours dit que la journée de 8 heures serait sabotée par tous les moyens. Aux demandes d'augmentation de salaire, le patronat répondra par des heures supplémentaires, car ce sont les décisions du Congrès patronal de Prague.

A la maison Bongrand et Dupin, 6, rue Berthelot, les tailleurs de pierre ayant demandé une augmentation de salaire, la réponse fut de faire des heures supplémentaires. Naturellement les camarades sont partis. Donc, aucun camarade ne doit se présenter dans ce chantier tant que les 8 heures n'y seront pas respectées.

Le secrétaire : J. Blois.

UNION DES SYNDICATS DE LA SEINE

Dernière séance du IV^e Congrès

La C. E. a décidé de reporter au dimanche 24 février 1924 la dernière séance du IV^e congrès de l'U. D. que le comité général de janvier avait fixée au 17 courant. Et cela en raison de la propagande entreprise par la 3^e région confédérale, s'élevant à plus de soixante réunions et occupant un très grand nombre de militants.

Les questions suivantes restent à l'ordre du jour :

1^o Vote de la résolution de la Commission sur l'impôt sur les salaires ;
2^o Assurances sociales ;
3^o Jeunesses syndicalistes ;
4^o Questions diverses.

LES GREVES DE PARIS

L'Union des Syndicats de la Seine se met à la disposition des mouvements de grève de la région parisienne. Elle demande aux syndicats les noms des orateurs disponibles.

L'Union rappelle aux organisations de verser des fonds à sa caisse de solidarité.

Communiqués Syndicaux

Ameublement parisien. — Ce soir :

Maison Chabin, rue des Ortolans ; Réunion de tout le personnel à 18 h. 30, salle Morin, 74, rue de la Réunion. Orateurs : Rossignol et De Groote.

Domaine du Fayel. — Ce soir :

Maisons Dufayel, rue Belhomme ; Levitan, rue Ordener ; Frankfort, rue Doudeauville ; Maison-Dorée, rue Doudeauville ; Crose, rue Labas, et l'Ameublement, boulevard Barbès ; Réunion de ces maisons à 19 heures (voir le « Libertaire » de demain pour la salle). Orateur : Démouilliers.

Comité régional du Bâtiment de la Seine. — Réunion de la commission exécutive, demain, à 18 heures, au siège.

Coiffeurs. — Ce soir, à 21 heures, réunions : 18 - 58, rue Cassine ; Saint-Denis : 4, rue Suger.

Sujet : Les Salaires et la Semaine anglaise.

Section des Hospitaliers. — Au-dessus des tendances, pensons aux victimes de la classe bourgeoise.

Tous, ce soir, au meeting Goldsky.

P.T.T. — Commission de contrôle ce soir, à 20 h. 30, au siège.

Sciureurs, Découpeurs, Mouluriers. — Conseil syndical et commission de contrôle ce soir, à 20 h. 30, Bourse du Travail.

Terrassiers. — Réunion du conseil ce soir, à 17 h. 30, salle des Commissions, 4^e étage, Bourse du Travail.

Les délégués de chantiers sont priés de passer au siège pour retirer le « Travailleur du bâtiment ».

DANS LE S. U. B.

CONSEIL GENERAL ce soir, à 18 heures.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE dimanche matin.

CHARPENTIER EN BOIS. — En raison des décisions prises à l'Assemblée de la Section, dimanche dernier, une assemblée générale extraordinaire aura lieu dimanche, à 9 heures du matin, salle Raymond-Lefebvre, 8, avenue Mathurin-Moreau. A l'ordre du jour : Remplacement du Conseil.

Vu la gravité des décisions prises ou à prendre, nous invitons tous les camarades à faire un effort et à se trouver à cette réunion. Un contrôle de cartes aura lieu à l'entrée ; les absents n'auront aucune excuse.

MONTEURS-ELECTRICIENS. — Les monteurs-électriciens, réunis en assemblée générale le 12 février, après avoir entendu les délégués des sections récemment en grève et l'exposé de militants de l'organisation, décident d'intensifier la propagande et d'appliquer les revendications, entre autres l'obtention des 4 francs de l'heure aux compagnons et de 3 fr. 50 pour les aides.

Ils demandent à tous les corporants de respecter la journée de huit heures sans dérogation et se demandent rendez-vous pour le 18 mars, Bourse du Travail, comptant sur l'œuvre de chacun pour faire que, dès maintenant, notre corporation prenne rang parmi les camarades du bâtiment dans les luttes à venir.

C.I. du 43^e. — Ce soir, à 20 h. 30, au 163, boulevard de l'Hôpital, maison des Syndicats : Réunion de tous les délégués.

Jeunesses syndicalistes de la Seine. — Les camarades désirant avoir des renseignements sur l'organisation des J.S. sont avisés que le bureau se réunit tous les mardis, à 20 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau, et le samedi après-midi, à la Bourse du Travail (bureau du Syndicat unique du Bâtiment).

Minorité du 47^e. — Les camarades désireux de prendre part au sauvetage du syndicalisme sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu demain, à 20 h. 30, 172, rue Legendre.

Appel est fait aux camarades qui ont quitté le syndicat par dégoût des politiciens.

Minorité des P.T.T. — La Minorité syndicaliste révolutionnaire des P.T.T. de la Seine proteste contre la participation comme orateurs au meeting des travailleurs des services publics de la salle Japy, de Rigault, d'une assemblée de politiciens, et de Joly, conseiller municipal.

Elle regrette que le camarade qui, au nom du Cartel unitaire, s'est entremis avec la Fédération des Fonctionnaires pour l'organisation du meeting, n'ait pas pris les renseignements nécessaires, afin d'éviter les policiers et les politiciens.

Minorité de la Voiture-Marché. — Réunion de la commission exécutive demain, 172, rue Legendre (17).

Les ouvriers en voiture et marchands qui désiraient des renseignements peuvent s'adresser à Cholin André, 89, rue d'Angoulême (11).

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

FEDERATION ANARCHISTE DE LA REGION PARISIENNE

ASSEMBLEE PLENIERE

Vendredi 15 février, à 20 h. 30, 49 rue de Bretagne, réunion générale des anarchistes de la région.

ORDRE DU JOUR

La campagne pour l'amnistie : Meetings et Manifestations ;
Propagande générale de la Fédération ;
Discussion sur le Libertaire.
Opportunité d'un Congrès.

Groupe du 14^e. — Ce soir, 195, boulevard Voltaire, au « Rendez-Vous des Cochers », salle du premier étage (métro : Nation) : Causerie par le camarade Teddy Frayse, sur « les Anarchistes et la Femme ».

Invitation aux camarades femmes et aux sympathisants.

Groupe du 20^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, boulevard de Belleville, salle du premier étage.

Les copains sont invités à venir nombreux.

On discutera sur la marche du « Libertaire » et sur l'assemblée plénière. Mise au point de la fête de dimanche.

Groupe de Saint-Denis. — Réunion tous les vendredis, à 20 heures précises, Bourse du Travail de Saint-Denis, 4, rue Suger.

Un camarade peut-il se rendre, vendredi, à l'assemblée plénière de la Fédération ?

Groupe d'Issy-les-Moulineaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, 25, rue André-Chénier.

Nous espérons que nombreux viendront les sympathiques, entendre notre camarade Denis faire sa causerie sur l'Unité syndicale.

Groupe de la Garene. — Réunion du Groupe ce soir, à 20 h. 30, chez Lasur, 18 bis, boulevard de la République.

Discussion sur la conférence Salvador du 21 courant et sur le collage des affiches ; diffusion et bouillons du « Libertaire » dans notre contrée (cette question intéressera tous les groupes de notre contrée, le Comité régional est prié de se faire représenter).

Groupe anarchiste universitaire. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, salle Salsac, 6, rue Lanneau : Causerie.

Invitation cordiale à tous les étudiants.

Groupe artistique espagnol de Paris. — Gran Fiesta Artístico-Literaria organizada por el Grupo artístico español « Pro-Solidaridad », para el día 17 de Febrero de 1924 :

1. Sinfonía ;

2. El drama en cuatro actos y en prosa de Fola Iaurbide titulado : « La Duquesa Fantasma » ;

3. Concierto de música clásica por el notable guitarrista español compañero Serach ;

4. Escogidas canciones españolas cantadas por el compañero Pepet ;

5. El emocionante drama en un acto : « Una Limosna por Dios » ;

6. Recital de selectos poemas por los compañeros Ibanez y Gutierrez.

En breve : Tierra Baja.

Precio único : 3 francos. Menores de 12 años : 1 franco 50.

Sala de fiestas de la « Bellevilloise », 23, rue Boyer (30). Métro : Martin-Nadaud ; tranviés 37 : Opera-Gambetta ; autobus letra O : Menilmontant.)

Province

FEDERATION ANARCHISTE DU CENTRE

La réunion qui s'est tenue à la maison communale de Montluçon a achevé la constitution de notre groupement fédéral. Les groupes de Montluçon, Limoges, Vierzon, Clermont-Ferrand, Moulins, Jeunesses de Tours, Saint-Junien, avaient envoyé des délégués, celui de Thiers s'étant fait représenter ; nos compagnons J. Bérin et Nadaud assistaient individuellement.

La séance du matin a été consacrée à l'examen des préliminaires de la réunion ; tous les groupes et individualités présents ont approuvé l'initiative des compagnons du Groupe de Montluçon. Aucune objection n'a été faite contre le fédéralisme anarchiste. On a étudié les moyens les meilleurs pour faire vivre et intensifier la propagande dans la région. Il a été dit et convenu que l'individu doit être absolument libre, indépendant, autonome dans le groupe et dans la Fédération ; le groupe autonome, libre, indépendant dans la Fédération ; la Fédération dans l'Union anarchiste ; l'Union anarchiste dans les groupements internationaux et universels. Il a été dit aussi que l'on peut s'exercer à côté de la Fédération, individuellement ou en commun, mais que le groupement fédératif régional correspond à un besoin et à une nécessité, tant dans le présent pour faire face à la propagande et à l'action anarchiste régionale que, dans l'avenir, en vue d'un mouvement révolutionnaire que nous devons envisager comme probable. La Fédération anarchiste n'est pas un appareil d'autorité, au contraire c'est le point où convergent tous les efforts individuels et toutes les activités pour l'intensification de l'anarchisme.

La réunion a été empreinte d'une camaraderie cordiale pendant toute sa durée. Le siège de la Fédération a été fixé à Limoges. Le camarade Jean Peyroux assurera le secrétariat ; le trésorier et le comité d'initiative seront pris dans le Groupe de Limoges. Une réunion fédérale se tiendra tous les trois, quatre ou six mois, dans une localité que les groupes désigneront. Tout ceci a été défini dans la séance du matin ; dans celle du soir, on a traité la question du « Libertaire » quotidien. Les groupes et individualités ont manifesté le désir, une fois de plus, de soutenir et d'aider notre journal. La Fédération du Centre fait un appel pressant auprès de tous les anarchistes, tracts, réunions, pour que la vitalité du « Libertaire » quotidien soit garantie. Elle demande aussi la réaction que le mouvement anarchiste ait une plus large place dans le journal.

Delorme, de Montluçon, propose d'engager une agitation en faveur de l'amnistie, une série de réunions vont être organisées dans le Centre au commencement de mars, avec le concours des militants parisiens. Que les groupes et individualités envoient déjà propositions ou suggestions à Jean Peyroux. Ensuite, on a étudié la campagne antiparlementaire à entreprendre. Nous sommes unanimes encore à déclarer qu'elle doit être poussée vigoureusement. Dès maintenant, nous allons commencer par affiches, tracts, réunions. Les compagnons et groupes voudront bien, sur cette autre question, envoyer leurs points de vue au camarade Peyroux. Nous ferons paraître dans le « Libertaire », tous les mois, un état de la caisse. Voici les premiers versements qui ont été faits :

Collecte, 20 fr. 60 ; Groupe de Clermont, 30 fr. ; Groupe de Montluçon, 20 fr. ; Bérin, 2 fr. 50 ; Anais Plat (Poësy), 5 fr. ; Nadaud (Angoulême), 5 fr. ; P. Madel (Salbris), 5 fr. ; Grandjean (Poësy), 3 fr. ; Fichel, 10 fr. ; Groupe de Limoges, 10 fr. ; Collecte, 40 fr. ; Tartarin, 5 fr. — Total : 156 fr. 10.

Les compagnons qui veulent participer à notre activité sont invités à nous écrire. Beaucoup nous ignorent, vite qu'ils se mettent en relations avec Peyroux, 5, rue de Belfort, Limoges (Haute-Vienne).

Groupe d'Onnaing. — Réunion dimanche prochain, à 16 heures, chez le camarade Michaux Emile, sentier des Moris, Quarouble.

Nous invitons cordialement les lecteurs du « Libertaire » et sympathisants.

Groupe espagnol de Lyon. — Gran Fiesta Familiar, para el Sabbath 16 de Febrero, en la Bolsa del Trabajo de Lyon :

1. El drama en 1 acto : « Los Dioses de la Muerte » ;

2. El notable baritono Vela.

Precio unico : 2 francos